

Un test politique en ligne pour les jeunes

■ L'UCL et l'Université d'Anvers lancent le test électoral éducatif pour aider les 15-18 ans à comprendre la politique.

C'est en quelque sorte la version junior du test électoral qui sort ce mardi. En 2014, quelques semaines avant les élections générales du 25 mai, les universités de Louvain-la-Neuve (UCL) et d'Anvers avaient conçu un test électoral en ligne devant aider les électeurs à voter en connaissance de cause. Le concept était assez simple. L'internaute se voyait présenter une série d'affirmations politiques et devait dire s'il était "d'accord" ou "pas d'accord" avec elles. Ensuite, le site "calculait" la proximité du répondant avec chacun des partis en fonction du positionnement qu'il avait affiché face aux différentes affirmations.

Le test électoral (ou "stemtest" en Flandre) fut consulté quelque 2,7 millions de fois entre la mi-avril et le 25 mai 2014. Au total, il était possible de faire huit tests: deux fédéraux (un pour les partis francophones, un pour les néerlandophones); deux pour la Région bruxelloise et pour l'Europe; un pour la Wallonie et un pour la Flandre. Les affirmations soumises aux internautes variaient en fonction du niveau de pouvoir et des enjeux politiques qui en dépendent.

L'UCL et l'Université d'Anvers ont remis le couvert avec le "test électoral éducatif". Cette fois, à destination des jeunes qui voteront pour la première fois aux élections communales de 2018 ou générales de 2019. Le public cible, "ce sont surtout

les 15-18 ans, des jeunes qui n'ont pas encore voté, qui entendent parler de politique, mais qui connaissent encore relativement peu de choses, explique Benoît Rihoux, professeur de sciences politiques à l'UCL, en charge du projet. C'est une manière de les faire rentrer dans les débats politiques en Belgique, qui peuvent leur paraître complexes. On utilise la technique des propositions binaires (pour ou contre) qui est une façon assez simple – simpliste, diront certains – d'envisager le débat politique."

Des capsules vidéo sur les partis

Les partis testés (ceux représentés au Parlement sous la précédente législature), les questions et les réponses, les algorithmes permettant de calculer la proximité partis/répondants, ou encore l'interface du site de la version junior du test électoral sont les mêmes que ceux utilisés en 2014. Les différences se situent dans la forme (par exemple, l'utilisation du tutoiement) et, surtout, dans le volet pédagogique qui a été développé.

Des définitions apparaissent dorénavant lorsque l'on passe sur certains termes, tels que "circonscription électorale fédérale", "dotations", "TVA", "épargne-pension", "allocations familiales" ou "Horeca". Il est aussi proposé des petites capsules vidéo présentant brièvement chacun des partis testés (PS, MR, CDH, Ecolo, Défi pour les francophones), ainsi que le PTB et le PP qui n'étaient pas représentés en 2014.

Le test électoral éducatif est d'ores et déjà disponible en ligne.

A. C.

Des définitions apparaissent dorénavant lorsque l'on passe sur certains termes, tels que circonscription électorale fédérale, dotations ou TVA.

3 Questions à

BENOÎT RIHOUX
Professeur de sciences politiques à l'UCL.

1 A quoi sert le test électoral éducatif?
Il y a deux utilités. La première consiste à connaître la position et les arguments réels de partis – pas tous – par rapport à des enjeux politiques. Il s'agit d'informations sur les partis en général. La seconde utilité concerne les enjeux eux-mêmes. C'est là-dessus qu'on va insister, plus que sur les partis. On veut inviter le jeune de 15-18 ans à réfléchir à des enjeux de société et à des arguments en faveur ou en défaveur de certains positionnements.

2 Les questions-réponses datent du test électoral de 2014 et vous n'intégrez pas le PTB ni le PP, aujourd'hui représentés au Parlement. Il y a un décalage dans le temps, non? Ce sont des limites réelles, on ne va pas les chercher. D'où le fait qu'on insiste davantage sur les enjeux plutôt que sur les partis. Le vrai test électoral est plus directement utile dans les périodes préélectorales. Aujourd'hui, au contraire, on est dans une période creuse sans enjeu électoral. C'est la raison fondamentale – outre une question de faisabilité – pour laquelle on n'a pas voulu refaire tout un round de questionnements auprès des partis. Le prochain moment où l'outil pourra être revu entièrement, c'est pour les élections de 2019.

3 N'était-il pas possible de simplement intégrer le PTB et le PP?
Techniquement, ça aurait été impossible. Les questions et les réponses des autres partis datent de 2014. Il n'aurait absolument pas été pertinent sur le plan scientifique de rajouter des réponses de 2016, dans un contexte différent – et ça n'a rien à voir avec une démarche politique. La recommandation qu'on pourrait faire à ces partis, c'est qu'ils fournissent leurs réponses, on pourrait ensuite les mettre en ligne. On peut toujours critiquer les choix qui sont opérés autour de ce genre d'outil. Mais la démarche reste assez robuste, basée sur une vraie méthodologie. Elle offre un premier niveau d'information politique dont il ne faut exagérer ni la portée, ni la profondeur.